

Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 juin 2014

@rib News, 20/06/2014 Vendredi 20 juin 2014 ĩ Justice - Certaines organisations de la société civile ont rendu visite au président de l  t  M APRODH à la prison centrale de Mpimba le matin de ce vendredi. Selon Gertrude Kazoviyo (photo) qui s  t   est exprimée au nom de ces associations, ils étaient partis pour lui donner un message de soutien et de compassion en cette période où il est en train de subir une injustice. Elle fait savoir qu  t   ils l  t   ont trouvé plutôt bien et déterminé à jamais à lutter pour le respect à des droits de la à personne humaine y compris ceux des personnes qui ont planifié son incarcération puisqu  t   elles peuvent en avoir besoin dans les jours qui viennent.

Elle ajoute que la place de Pierre Claver Mbonimpa n  t   est pas en prison mais plutôt autour d  t   une table de dialogue au sujet de ce qui se fait dans le pays puisque ce qu  t   il a fait consiste en un clin d  t      il au gouvernement afin qu  t   il prenne des mesures qui s  t   imposent face à des menaces de paix et de sécurité pour la population. Elle estime que Mbonimpa a été victime d  t   avoir dénoncé ce dont certaines personnes ne veulent la propagation parmi la population. Selon elle donc, ce que le président de l  t  M APRODH a fait devrait être considéré comme une richesse pour le pays. Elle en a profité pour demander sa libération inconditionnelle. Elle a aussi annoncé que les organisations de la société civile ont prolongé le délais de signature de la pétition comme certaines personnes l  t   ont demandé.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr] ĩ Economie - Après la clôture des   tats généraux sur l  t   agriculture et l  t   élevage au Burundi, l  t   ONG locale PARCEM trouve important que de tels ateliers se tiennent dans un pays min   par la famine alors qu  t   il ne manque pas des potentialités dans le domaine agricole. Selon le président de cette association, les projets sont multiples mais leur mise en application pose problème suite à trois genres d  t   obstacles. D  t  abord, il constate que les techniciens de ce domaine se concentrent dans les bureaux au lieu d  t   envahir le terrain afin d  t   encadrer la population. Ensuite, il trouve que les moyens manquent cruellement puisque les 10% accordés à ce domaine sont tellement insuffisants que les projets ne sont pas exécutés. Enfin, il trouve que le problème de la mauvaise gouvernance mine dangereusement de domaine. Faustin Ndikumana trouve que les responsables du ministère en charge de l  t   agriculture et de l  t   élevage ne touchent pas aux projets qui ne leur rapportent pas de l  t   argent. De même, il constate que la passation de certains marchés est préjudiciable aux finances de ce ministère et partant du Trésor Public. Il trouve ainsi que dans cet état, des réunions de décortication des problèmes de ce secteur auraient beau se tenir toutes les années, mais que rien ne va changer si ces trois problèmes ne sont pas éradiqués. [bonesha] ĩ Politique - Réagissant aux déclarations de certains comités provinciaux du parti Uprona demandant la tenue d  t   un congrès de ce parti pour mettre en place des organes reconnus et acceptés par tous, la présidente de ce partie reconnue par la ministre de l  t   intérieur fait savoir qu  t   il n  t   y a pas demeure et qu  t   elle n  t   est pas du tout en train de préparer un congrès à cette fin. Concilie Nibigira annonce que les rumeurs de ceux qui demandent un congrès se font entendre dans les médias. Elle estime aussi qu  t   elle n  t   est pas présidente du parti Uprona par mandat parce que qui dit mandat suppose la légalité et se reconnaît ainsi présidente de fait de ce parti. Elle trouve par ailleurs que la mise en place des organes de ce parti dépendra de la volonté des Badasigana. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Parallèlement à ces déclarations de Concilie Nibigira, le comité central de ce parti Uprona élu en 2009 a sorti un communiqué à il convoque tous les membres dudit comité de se présenter dans un réunion extraordinaire en date du 29 juin 2014 pour vider les questions qui minent ce parti et celle réunion se tiendra à la permanence nationale sise à Ku Mugumya. Selon le professeur Evariste Ngayimpenda, il s  t   agit d  t   une réunion convoquée dans le seul but de mettre à terme aux problèmes qui se font parler d  t   eux dans ce parti et cela pour du bon. Il invité donc à tout membre de ce comité même ceux qui sont frappés de sanctions de répondre présent à ce rendez-vous. Il demande aussi au gouvernement du Burundi de respecter ce rendez-vous si du moins il reste conscient que côté est le parti Uprona qui a milité pour l  t   indépendance de notre pays. Il précise aussi que ce sera une occasion de témoigner de sa volonté de laisser les partis politiques se réconcilier. Il demande aussi à la communauté internationale de suivre de près cette question de réunification des partis politiques surtout l  t   Uprona. [rpa/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]

- Le parti Uprona dirigé par le député Charles Nditije dénonce le harcèlement contre les personnes qui émettent des opinions contraires à la volonté du à pouvoir en place. Selon le porte-parole de cette fraction du parti de Rwagasore, les personnes qui sont convoquées ici et là pour avoir dénoncé une distribution probable des armes aux Imbonerakure ne sont victimes que d  t   avoir révélé ce que le pouvoir et le parti au pouvoir ne veulent pas entendre parler. Tatien Sibomana estime que cela est un signe que le pouvoir CNDD-FDD a peur de quelque chose. Côté est le même constat de la part des organisations de la société civile burundaise qui constate une sorte de psychose de la part des autorités de ce pays contre ceux qui émettent des opinions contraires à la volonté du pouvoir en place. Selon Vital Nshimirimana, il n  t   est pas possible que toute la population burundaise se taise face à une menace du pays. Il demande que cela cesse et que chaque citoyen puisse donner sa contribution à l  t   édification de la nation sans en subir des conséquences. [rpa] ĩ Santé

- Lété épidémie de choléra se fait remarquer dans ces derniers jours dans la plaine de l  t   Imbo. Selon la ministre de la santé publique et de la lutte contre le SIDA, cette épidémie refait surface en date du 4 juin 2014 dans la localité de Rukaramu du district sanitaire d  t   Isale de la province de Bujumbura et dans la localité de Gihanga du district sanitaire de Mpanda dans la province de Bubanza. Le docteur Sabine Ntakarutimana ajoute aussi que 3 personnes ont été tuées alors qu  t   une quarantaine ont été hospitalisées jusqu  t   présent. Elle demande ainsi à la population de toute la plaine d  t   être vigilante et de s  t   adonner à des pratiques d  t   hygiène dans tous les sens. Elle demande aussi aux autorités administratives des localités concernées de prendre d  t   autres mesures afin de barrer la route à cette épidémie. Elle demande enfin de transporter tout cas suspect dans des structures de santé et d  t   éviter de visiter les guérisseurs. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] ĩ Sécurité - Le site de déplacés de la colline Kigoma de la province Karusi a été attaqué par des personnes non encore identifiées qui ont brûlé deux maisons de ce site la nuit de cde jeudi à vendredi.

Selon des sources sur place, les deux maisons ont été incendi  es alors que les occupants dormaient paisiblement. Ces derniers n  t   ont pas été ni blessés, ni tués, mais tout ce que les deux maisons contenaient est parti en fumée. La police indique qu  t   elle a commencé des enquêtes à ce sujet. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] Jeudi 19 juin 2014 ĩ Société

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 19 May, 2024, 17:19

Le ministre de l'intérieur vient d'embêter la pas au maire de la ville en confirmant la décision que ce dernier avait interdite au FORSC de faire une marche pacifique à Bujumbura pour demander la libération de Pierre Claver Mbonimpa en prison depuis plus d'un mois. En effet, Edouard Nduwimana a estimé que l'objet de cette marche est un dossier pendant devant les juridictions et il considère qu'une telle attitude pourra influencer la justice. En outre, il a interdit toute administration de ne plus recevoir des lettres ayant comme objet la demande des marches pacifiques concernant les dossiers en cours devant les juridictions. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Agissant sur ce sujet, le FORSC se dit très désolé par cette décision du ministre de l'intérieur. En effet, le président de ce forum trouve que la réponse du ministre Nduwimana est surprenante en trois points. D'abord, Vital Nshimirimana trouve que le ministre de l'intérieur leur a voulu restreindre le champ en ce qui est des sujets sur lesquels ces organisations peuvent organiser une marche pacifique. A ce sujet, il trouve que la loi ne les limite pas et qu'à ce titre, le ministre ne pouvait pas le faire. Ensuite, il trouve que le ministre se comporte comme s'il devrait accorder une permission à ces organisations pour que cette marche ait lieu. A ce sujet, il fait savoir que les organisateurs d'une marche manifestation ne demandent pas de permission, mais informent les autorités. Enfin, il trouve que le fait d'interdire les administratifs d'accueillir des lettres demandant des manifestations est une chose catastrophique. Selon lui, la constitution garantit ce droit à tout citoyen et il n'appartient pas au ministre de l'intérieur de le lui enlever. Il a aussi annoncé que le vendredi du vendredi vert sera observé demain. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Certaines organisations de la société civile burundaise ont saisi la Commission Africaine des Droits de l'Homme pour qu'elle étudie les cas d'exécution extrajudiciaire au Burundi dans la période de 2010 à 2012. Selon le président du FOCODE parlant pour le compte de ces associations, ces dernières veulent que cette commission prenne ces dossiers en mains. Pacifique Nininahazwe estime que même si cette commission n'a pas la prérogative juridictionnelle, elle donne des considérations pour que le pays concerné le suive et si tel n'est pas le cas, la commission peut saisir la cour africaine des droits de l'homme. Il ajoute également que la saisine de cette commission n'exige pas d'avoir épuisé tous les recours au niveau interne. Par ailleurs, il précise que parmi les dossiers transmis, aucun n'est entrain d'être traité ni par la justice, ni par la police encore moins le parquet ont donc demandé à la commission de presser le gouvernement burundais pour qu'il prenne des mesures conservatoires visant la protection des témoins et des militants des droits de l'homme qui suivent de près ces dossiers. Il a aussi annoncé que la commission saisie a annoncé qu'elle a déjà reçu les dossiers transmis. Signalons que ce sont les organisations FOCODE, APRODH, ACAT Burundi, FORSC et TRIAL qui ont procédé à cette saisine. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Une cour d'appel supplémentaire vient d'être créée dans la province de Bururi de juin courant. Selon la secrétaire générale de la cour suprême, cette juridiction vient pour diminuer le trajet des justiciables des provinces de Bururi, Makamba et Rutana qui devraient se rendre à Gitega ou à Bujumbura. Agnès Bangiricenge précise aussi que les dossiers du ressort de ces trois provinces qui se trouvaient à la cour d'appel de Gitega et de Bujumbura seront traités par cette nouvelle juridiction. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] - Economie - Alors qu'il se tient depuis ce mardi les états généraux de l'agriculture et de l'élevage au Burundi, l'expert estime que le gouvernement doit arrêter de faire de dépenses folles. Selon lui, l'agriculture et l'élevage sont des secteurs très importants dans la vie de notre pays puisqu'ils font entrer plus de 35% des fonds mais, il est déplorable qu'ils ne représentent que 10% du budget de l'Etat. Il trouve aussi que c'est la population qui, en général, en fait constate que le gouvernement donc doit diminuer les dépenses et en rester avec celles qui sont strictement nécessaires. [rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro] - Politique - La présidente du parti Uprona reconnue par le ministre de l'intérieur a adressé une correspondance au gouverneur de la province de Gitega pour lui annoncer que le représentant de ce parti dans cette province est désormais le nommé Gérard Nduwingoma qui a remplacé Alexis Nininahazwe. Dans cette même correspondance, Concilie Nibigira demande au gouverneur de prendre des mesures conséquentes afin que le parti Uprona ait des représentants dans cette province. Selon toujours cette correspondance, le gouverneur de Gitega est demandé de ne plus accepter la tenue d'une quelconque réunion des membres de l'Uprona dans cette province qui serait convoquée par le représentant destitué. Cette décision a été aussi contestée par les membres de ce parti dans la province de Gitega estimant que personne n'a le droit de coller aux Badasigana de cette province des dirigeants qu'ils n'ont pas élus. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Parallèlement à ce qui se passe dans la province de Gitega, la présidente de ce parti en collaboration avec son secrétaire général seraient en train de mettre su place des comités communaux et provinciaux dans presque toutes les provinces du pays. L'objectif serait de tenir un congrès national très prochainement, congrès qui mettrait en place les organes qui seraient plus légitimes. Néanmoins, Concilie Nibigira nie ces accusations et précise qu'il n'y a pas de congrès en préparation. Elle précise que le remplacement des représentants qui ne travaillent plus peut être opérable à n'importe quel moment. [rpa/bonesha] - Les experts politiques trouvent que la réunification des partis politiques est difficile dans ces moments où nous approchons les échéances électorales. Selon Gérard Birantamije, le ministre de l'intérieur est là pour tout faire afin que le parti au pouvoir gagne les élections. Il trouve que pour y arriver, toutes les cartes sont jouables et que la réunification des partis politiques scindés en ailes est une réalité qui n'est pas du tout facile à atteindre. Il constate ainsi que si le ministre de l'intérieur ne le veut pas, les partis resteront divisés et même d'autres se diviseront. Il dit trouve pourtant que même un parti au pouvoir n'a pas du tout des intérêts à ce que la situation reste ainsi puisque ceux qui sont divisés restent toujours même des citoyens capables d'agir autrement. [bonesha] - Gouvernance - La PARCEM demande la publication d'un rapport d'experts sur la gouvernance de la REGIDESO. Selon le président de cette ONG locale, le rapport a été déjà préparé après un audit interne qu'elle avait demandé et l'étude avait montré qu'il y a des cas de malversations au sein de la REGIDESO, des cas de vol dans les stocks et autres cas suspects et cela fait que la population supporte le poids de cette mauvaise gestion. Faustin Ndikumana voit que c'est cela qui cause sans cesse dans ces jours l'indisponibilité de l'électricité courant alors que l'entreprise avait revu la hausse les prix de l'électricité et de l'eau promettant que ces produits soient disponibles pour tous. Ainsi, il demande au gouvernement de suivre de près cette question et d'engager des formes dans cette entreprise. Il suggère aussi le changement de l'équipe dirigeante de cette société puisque

ceux qui la dirigent actuellement ne peuvent pas les engager convenablement. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]